



Le caporal Mike Smith de Timmins, en Ontario, monte la garde à un poste d'observation à Nicosie (Chypre).
Photo Forces canadiennes

Secrétaire général dans ce domaine, mais elle a également précisé leurs rapports avec le commandant sur place.

En plus de participer activement aux discussions sur le maintien de la paix, la délégation canadienne a réclamé avec insistance un niveau d'entraînement et de préparation plus élevé parmi les forces armées des pays participants ainsi qu'une façon plus moderne d'envisager les problèmes de logistique et de matériel, espérant que de telles mesures faciliteraient la réalisation de toute future opération de maintien de la paix.

Le Canada s'est également dit d'accord avec les arrangements financiers sur lesquels on était parvenu à s'entendre en 1973 au sujet des opérations de maintien de la paix, tout en faisant remarquer que les pays fournisseurs de troupes aux Nations Unies avaient dû assumer des obligations financières excédant la part qui leur avait été dévolue. La délégation du Canada a aussi souligné le fait que les opérations de maintien de la paix représentent une responsabilité commune à tous les pays membres de l'ONU et que, par conséquent, il devrait y avoir un partage plus équitable des dépenses effectuées à cette fin.*

*Pour plus de renseignements sur le rôle du Canada dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, consulter la section de la présente Revue sur les relations de défense.

Questions administratives

Le budget biennal des Nations Unies pour les années 1974 et 1975 est passé de \$540,473,000 à \$606,033,000 (en devises américaines). Cette hausse est surtout attribuable à la pression inflationniste et à l'instabilité des devises ainsi qu'aux nouveaux programmes qui ont été mis sur pied depuis l'adoption en 1973 du budget biennal de 1974-1975. La part budgétaire du Canada est demeurée à 3.18 pour cent, faisant de ce pays le neuvième contributeur le plus important des 138 pays membres.

En 1973, il avait été convenu que certains documents de l'ONU seraient imprimés en langue arabe et que le coût en serait défrayé par les pays arabes. En 1974, trois pays de langue allemande, soit la République fédérale d'Allemagne, la République démocratique allemande et l'Autriche, se sont autorisés de ce précédent. Les Nations Unies ont également institué un groupe de travail chargé d'étudier tout le système des Nations Unies afin de rationaliser et d'améliorer les communications entre les divers secteurs des organismes des Nations Unies.

Université des Nations Unies

Le siège universitaire des Nations Unies à Tokyo, qui fait partie de l'Université des Nations Unies fondée lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale, a été inauguré officiellement en novembre, et l'ouverture officielle de l'Université était prévue pour le mois de janvier 1975.

L'Université des Nations Unies comprendra un réseau mondial de savants et de centres de formation et de recherche. Les recherches porteront principalement sur les trois domaines suivants: le problème de la faim à l'échelle mondiale, le développement social et humain, ainsi que la gestion et l'utilisation des ressources matérielles.

Lutte contre l'abus des drogues

Membre de la Commission des stupéfiants, le Canada a consenti une somme de \$600,000 au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (UNFDAC), en vue du financement de programmes d'éducation, de recherche, de formation et de consultation dans ce domaine.